

# Écarté mais incontournable ? Öcalan et le mouvement kurde de Turquie

Il y a dix ans, en février 1999, au terme d'une « cavale » de plusieurs mois à travers l'Europe, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Öcalan était capturé au Kenya. Les autorités turques célébraient alors une « victoire essentielle sur le terrorisme » et les gouvernements européens – prudents – espéraient que cette arrestation permettrait à moyen terme la résolution de la « question kurde » en Turquie. Entre 1999 et 2003, l'abandon de la lutte armée par le PKK semblait leur donner raison, même si les réformes concernant les droits culturels des Kurdes ressemblaient davantage à des effets d'annonce destinés à satisfaire l'Union européenne. Mais depuis 2004, les affrontements armés, les attentats, les manifestations et leurs répressions, les bombardements aériens des positions du PKK en Irak se succèdent et ont sans doute causé la mort de plusieurs milliers de guérilleros, militaires et civils<sup>1</sup>. L'attention est par ailleurs plus que jamais focalisée sur Öcalan, seul prisonnier de l'île-prison d'İmralı, qui bénéficie toujours d'une légitimité exceptionnelle au sein du mouvement et continue de « conseiller » son organisation par l'intermédiaire de ses avocats.

Lorsqu'on pénètre dans les locaux d'une association kurde favorable au PKK en France ou en Allemagne<sup>2</sup>, la configuration des lieux est généralement très similaire. Aux côtés d'une grande pièce où tous les agencements sont possibles, d'autres, plus petites, sont destinées aux activités politiques qui réclament du calme, ainsi qu'aux activités socioculturelles plus bruyantes. La salle principale permet d'accueillir les réunions et de servir thé et repas à un certain nombre d'habitues venant plusieurs fois par semaine. C'est ici que

**OLIVIER GROJEAN**  
École des Hautes  
études en sciences  
sociales – Études  
turques et ottomanes

1. Rien que pour l'année 2008, l'état-major de l'armée turque a annoncé que 670 « terroristes » avaient été tués. Ce bilan ne comprend pas les victimes militaires et civiles, estimées à plusieurs dizaines.
2. Dans le cadre de ma thèse, mes observations de terrain entre 2001 et 2006 se sont limitées à l'Allemagne et à la France. Voir Olivier Grojean, « La cause kurde, de la Turquie vers l'Europe. Contribution à une sociologie de la transnationalisation des mobilisations », Paris, thèse de doctorat en sociologie politique de l'EHESS, 2008.

l'on peut regarder la télévision, discuter de l'actualité ou de la prochaine manifestation, mais aussi jouer aux échecs, s'entretenir avec des amis, et même parfois... se faire couper les cheveux. C'est également dans cette salle que sont affichés les portraits des premiers martyrs du PKK, de certaines martyres emblématiques (s'étant auto-sacrifiées pour la cause), des héros du Kurdistan (de Turquie, mais aussi d'Irak ou d'Iran), des martyrs de l'association (quand il y en a, comme c'est le cas à Berlin par exemple) et les portraits d'Öcalan, qui surplombent les autres cadres ou posters. Une sorte d'autel où sont posées des bougies et des fleurs est généralement installé en contrebas des portraits d'Öcalan. Enfin, des drapeaux du PKK (quand ils ne sont pas interdits), des horloges dont chaque heure symbolise un martyr et d'autres emblèmes du parti décorent la vaste pièce principale.

Qui vient à l'association « *ne peut être contre Öcalan* » – comme me l'ont rappelé à maintes reprises de nombreux membres – et l'on peut facilement jauger la fidélité du nouvel arrivant à l'aide de sa tenue vestimentaire, de sa coupe de cheveux et plus généralement de sa manière de se comporter. Celui qui souhaite en effet soutenir le PKK et cheminer à ses côtés doit se conformer à l'*hexis* corporelle et à l'idéal de vie préconisés par Abdullah Öcalan: se tenir droit, être habillé de manière sobre et sans signes distinctifs (l'inverse témoignerait d'une personnalité gangrenée par la société de consommation), ne pas embrasser des personnes de l'autre sexe, ne parler ni d'amour ni de sexualité, etc.<sup>3</sup> Si des marges de manœuvre existent bien, elles sont révélatrices d'un positionnement singulier vis-à-vis d'Öcalan. Ainsi lorsque des Kurdes irakiens récemment arrivés en Allemagne se sont rapprochés de l'association à Berlin en 2003<sup>4</sup>: ayant le crâne rasé et le bouc taillé très finement ou au contraire les cheveux longs et emmêlés, habillés d'un pardessus noir et d'un bonnet noir avec les initiales de New York (NYC) ou d'un bonnet fin et d'un blouson de base-ball, pouvant s'inscrire dans des styles « intello-branchés » ou au contraire radicalement « hip-hop », ces sympathisants restaient finalement très dubitatifs quant au culte d'Öcalan au sein du parti<sup>5</sup>. De même, une ex-militante m'a raconté avoir eu une altercation assez violente avec un homme qui lui reprochait d'être venue « toute nue » à l'association, alors qu'elle était en jupe et maquillée. Toujours sympathisante du mou-

3. Pour plus de précisions sur l'idéal de vie préconisé au sein du PKK, on pourra se référer à Olivier Grojean,, « La production de l'Homme nouveau au sein du PKK », *European Journal of Turkish Studies*, Thematic Issue n° 8, « Surveiller, normaliser, réprimer », 2008, URL : <http://www.ejts.org/document2753.html>.
4. Le PKK venait juste de créer une branche irakienne du parti, le PÇDK (*Parti Çareseri Demokrati Kurdistan*, Parti pour une solution démocratique au Kurdistan).
5. Avec une ironie non feinte, ils se lançaient souvent en anglais (afin de rester incompris des autres sympathisants kurdes de Turquie): « Apo [Surnom d'Öcalan], c'est notre papa à tous, hein ? » En 2004, ils avaient déserté l'association.

vement mais ne se considérant plus comme une « *fanatique* » et refusant d'« *associer Öcalan à un Dieu* », elle était et est toujours tout à la fois admirée par d'autres sympathisantes, regardée avec suspicion par les hommes et régulièrement critiquée pour son manque d'engagement, sa personnalité « *corrompue* » et sa trahison potentielle. Inversement, la plupart des sympathisants « *non déviants* » interrogés entre 2001 et 2005 nous ont affirmé voir en Öcalan un être extraordinaire, doté d'une intelligence sans bornes (« *il a révolutionné la philosophie mondiale* »), d'une clairvoyance politique exceptionnelle (« *il est le seul à avoir anticipé le coup d'État de 1980* »), d'une capacité de travail énorme (« *il ne dort que cinq heures par nuit et peut prendre la parole sans s'arrêter pendant huit heures* »), d'une compréhension et d'un amour sans pareils de ses militants (« *il n'oublie jamais le visage de celui à qui il a parlé* »), d'une générosité et d'une humanité sans égales (« *il est le plus grand pacifiste du monde* »), etc.

Si le *Serok* (président) est bien emprisonné en Turquie depuis 1999, s'il n'est plus ce chef de guerre invincible et craint, il demeure donc pour ses militants et sympathisants un référent sacré, intouchable et écouté. En dépit de son isolement, Öcalan continue en effet à « *conseiller* » son mouvement et à publier des ouvrages, qui sont en fait des plaidoiries très longues qu'il entend utiliser devant les tribunaux (en Turquie, mais aussi devant la Cour européenne des droits de l'homme). Même si personne ne sait qui parle réellement (l'éternel leader de la cause kurde en Turquie, un prisonnier de guerre soumis à des pressions ou bien l'État turc lui-même ?), les *Notes de prisons* transmises par les avocats d'Öcalan ont remplacé les *Çözümlemeler* (Analyses) des années 1980-1990 et, dès 1999, le Conseil présidentiel du PKK les a reprises à son compte, après quelques semaines de flottement à peine. Ceci permet notamment d'expliquer pourquoi la plupart des militants et sympathisants sont restés au sein ou proches du PKK alors que les objectifs stratégiques du parti ont radicalement changé depuis 1999. *Grosso modo*, si le Kurdistan était initialement une colonie qui empêchait la nation kurde d'émerger en tant qu'acteur indépendant, il n'est plus aujourd'hui qu'une région de Turquie, où vit une partie du peuple kurde. Il n'est dès lors plus nécessaire de libérer le pays par la lutte armée (qui n'a repris en 2004 qu'en tant que « *défense active* »),

seuls des droits culturels sont revendiqués, dans le respect des frontières des États. Mais surtout, l'essentiel des revendications concerne aujourd'hui la personne d'Öcalan lui-même et l'image du *Serok* détermine toujours largement les clivages politiques au sein du mouvement kurde.

La figure d'Öcalan a toujours constitué un élément important de structuration des mobilisations kurdes au Moyen-Orient et en Europe; force est cependant de constater qu'elle est devenue, depuis maintenant dix ans, un des principaux vecteurs de la protestation. C'est d'abord le cas en ce qui concerne l'agenda politique du parti: le 16 février (date de l'arrestation d'Öcalan), le 4 avril (anniversaire de la naissance d'Öcalan), le 29 juin (condamnation à mort d'Öcalan) et, dans une moindre mesure, le 12 novembre (arrivée d'Öcalan en Italie) sont devenus des « dates-repères » de l'organisation et sont toujours l'occasion de nombreuses actions politiques<sup>6</sup>. Il faudrait d'ailleurs ajouter à cet agenda les diverses mobilisations liées aux recours d'Öcalan devant la Cour européenne des droits de l'homme, ainsi que celles qui concernent son isolement et son état de santé. En mars 2007, des soupçons concernant un empoisonnement au plomb du chef du PKK ont par exemple conduit à des dizaines de grèves de la faim, d'occupations, de manifestations et d'affrontements en Turquie et en Europe durant trois mois, ainsi qu'à la remise d'une pétition ayant recueilli plus de 100 000 signatures<sup>7</sup>. Mais c'est aussi le cas en ce qui concerne les slogans des manifestations: aux traditionnels « *Biji Serok Apo!* » (Vive le président Apo), « *Disa disa serhildan serokê me Öcalan!* » (Continuons l'insurrection, notre président est Öcalan), se sont notamment ajoutés « *Savaştan barışta seninleyiz Öcalan!* » (En période de guerre comme en période de paix, nous sommes avec toi Öcalan) ou encore « *Selam selam İmralı'ya bin selam!* » (Salut, salut, mille saluts à İmralı). Quant aux mots d'ordre, ils font constamment le lien avec la situation d'Öcalan: « *Sa santé est notre santé* », « *Sa liberté sera notre liberté* » et « *Le tuer serait tuer le peuple kurde* ». Non pas qu'Öcalan soit devenu la seule raison d'être de la mobilisation: les graves émeutes de mars-avril 2006 à Diyarbakır, qui ont déclenché une vague de protestations sans précédent depuis 1999 en Turquie et en Europe, étaient liées au soupçon de l'utilisation d'armes chimiques contre

6. Selon des sources policières, les manifestants kurdes originaires de plusieurs pays européens étaient par exemple 15 000 en 2000, 7 000 en 2001, 6 000 en 2002, 20 000 en 2003, 15 000 en 2004, 9 000 en 2005, 12 000 en 2006, 10 000 en 2007 et 10 000 en 2008 à défilier mi-février à Strasbourg contre « le complot ayant conduit à l'arrestation d'Öcalan ».

7. En octobre 2008, des rumeurs de mauvais traitements infligés à Öcalan ont également été à l'origine de nombreuses manifestations en Turquie et en Europe.

14 guérilleros, et les années 2000 ont vu de nombreuses campagnes pour l'enseignement en kurde. Mais le leader du PKK apparaît désormais comme le point de convergence de toutes les luttes, qu'elles soient externes ou internes.

Un des principaux risques que courait le PKK après 1999 était en effet de se désagréger, de sombrer dans des querelles internes pour la direction du mouvement. Et les nombreux changements de noms du parti (Kadek, Congrès pour la Démocratie et la Liberté du Kurdistan en 2002 puis Kongra-Gel, Congrès du Peuple kurde en 2003) témoignaient du futur incertain de l'organisation. Le PKK ayant repris à son compte la nouvelle stratégie d'Öcalan et l'ayant plus ou moins réélu à sa tête, rares sont cependant les militants qui osent entrer en dissidence. En 2000, l'Initiative des Démocrates et Patriotes du Kurdistan (*Insîyatîfa Demokratîk û Netewî ya Kurdistan*) n'a jamais débouché sur une alternative crédible au PKK. De même, si de nombreux anciens commandants vivent aujourd'hui en Europe et condamnent fermement la nouvelle ligne du parti, leurs critiques d'Öcalan leur ont bien souvent imposé de rester dans l'ombre, pour des raisons de sécurité mais aussi parfois de lassitude. Retranché en Irak, le PWD (*Partiya Welatpareza Demokratik*, Parti Patriote Démocratique), fondé en 2004 par Osman Öcalan (le propre frère d'Abdullah), n'a quant à lui pu trouver de soutiens réels parmi les populations kurdes de Turquie et d'Europe. Enfin, la seule « dissidence réussie » (sur laquelle peu d'informations sont disponibles) concerne le groupe des Faucons de la Liberté du Kurdistan (TAK, *Teyrêbazên Azadiya Kurdistan*): farouches partisans de la reprise de la lutte armée, utilisant des moyens d'action très violents, ne craignant guère de faire des victimes civiles, ils affichent un soutien indéfectible à Öcalan – ce qui leur a sans aucun doute valu d'être tolérés, voire encouragés par les dirigeants du PKK « officiel ». Bref, plus que jamais, la figure d'Apo continue de structurer les clivages et surtout les rapports de force politiques au sein du mouvement kurde. Le principal parti pro-kurde légal de Turquie, le DTP (*Demokratik Toplum Partisi*, Parti pour une société démocratique), cinquième et dernier avatar du HEP (*Halkın Emek Partisi*, Parti populaire du travail) fondé en 1991, est d'ailleurs régulièrement menacé d'interdiction car accusé de faire l'apologie du leader emprisonné.

Dans ce contexte, les autorités turques pourraient-elles être tentées de réduire la « question kurde » à son traditionnel volet économique-répressif (problème de sous-développement et de « terrorisme » à l'« Est ») tout en considérant la « question d'İmralı » comme une simple monnaie d'échange politique ? En 2002, l'arrivée au pouvoir de l'AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, Parti de la justice et du développement) avait suscité de nombreux espoirs : le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan semblait en effet disposé à satisfaire les critères de Copenhague « relatifs aux droits de l'homme, à la démocratie, au respect des minorités et à l'économie de marché ». Dès 2003-2004 pourtant, les réformes concernant l'enseignement de la langue kurde, les émissions télévisuelles et radiophoniques en kurde et la pseudo-amnistie des combattants du PKK s'étaient avérées essentiellement cosmétiques, incitant le parti d'Öcalan à relancer sa guérilla<sup>8</sup>. Ces réformes mineures se sont par ailleurs progressivement accompagnées d'un retour en force de la répression, davantage visible lors des émeutes de Diyarbakir en 2006, lors des incessants bombardements aériens sur les positions du PKK au Kurdistan d'Irak – débutés en novembre 2007 – ou lorsque Leyla Zana a été une nouvelle fois condamnée à 10 ans de prison ferme en décembre 2008. Or, fin 2008, parallèlement au durcissement des positions du Premier ministre Erdoğan (discours sur l'unité nationale), le ministre de la Justice Mehmet Ali Şahin a annoncé que la fin de la mise à l'isolement d'Öcalan – exigée par le Comité de prévention de la torture (CPT) du Conseil de l'Europe mais jusqu'à présent toujours refusée par la Turquie – était « *une question à l'étude* ». Si cette décision était réellement prise, elle permettrait effectivement de répondre à certaines revendications kurdes et pourrait être considérée comme une mesure humanitaire envers Öcalan, dont l'« *état mental* » s'est considérablement dégradé entre 2003 et mai 2007 selon les experts du CPT. Mais à l'approche des élections locales de mars 2009, cette annonce apparaît bien plus comme un moyen de gagner les voix des électeurs des régions kurdes votant traditionnellement pour les partis kurdistes que comme un geste annonçant une nouvelle étape dans la politique kurde du gouvernement. Écarté et pourtant incontournable, Öcalan semble également être devenu pour l'AKP tout à fait négociable. ■

8. Hamit Bozarslan, « Quelques notes sur un "non-sujet" : la question kurde et la candidature turque », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n° 36, juillet-décembre 2003, p. 91-103.